

# COSTA RICA

## Vendre l'héritage de nos grands-parents

ANA FELICIA TORRES REDONDO    CARLOS PENTZKE PIERSON 1

*Dans le contexte de crise économique, de perte rapide des mécanismes de mobilité sociale et de dégradation économique, politique et culturelle, une rupture réelle et symbolique est en train de se produire, à travers des procédures progressives et peu orthodoxes, dans divers domaines du monopole étatique en matière de fourniture de services tels que l'électricité, les soins de santé et l'éducation. Les tentatives visant à la privatisation d'institutions publiques ou de secteur tout entiers se sont heurtées à une forte opposition des populations.*

Entre 1940 et 1975, le Costa Rica avait engrangé des gains importants en termes de développement humain. Cependant, les années 80 – liées aux programmes de stabilisation économique et d'ajustement structurel – ont vu l'émergence d'une crise que le pays n'a pas réussi à totalement surmonter. « Bien qu'il soit vrai que les principaux indicateurs montraient une tendance à la reprise et à la stabilisation ou à la croissance modérée ... le rythme de progression rapide de la période antérieure n'a pas été retrouvé ».<sup>2</sup>

Dans le cadre de cette stagnation, on peut souligner que près d'un tiers de la population vit dans la pauvreté ou dans un état très proche. Le pays a réalisé des progrès insuffisants dans l'amélioration des deux facteurs qui permettront à cette population de surmonter la pauvreté et au pays d'ouvrir la voie au développement : l'éducation et la création d'emplois de qualité. Deux autres domaines cruciaux font apparaître des menaces à la promotion du développement : le déficit dans les infrastructures de transport et la forte dette publique. Face à toutes ces limites se trouve un Etat démantelé, dénué de ressources et ayant un besoin urgent de réforme de l'impôt sur la base d'un nouveau pacte fiscal.

Il est important de noter que la population a perdu confiance dans les institutions fondamentales de la démocratie, telles que les partis politiques. Les élections présidentielles, législatives et municipales qui se sont déroulées en 2002 ont montré une critique et une sanction claire du système bipartite par l'électorat. Malgré un taux d'abstention très élevé (31%), la population qui a effectivement voté a redistribué le pouvoir en recomposant le pouvoir législatif et dans une moindre mesure, le pouvoir municipal. La population estime que la transparence est nécessaire pour vérifier si les promesses de campagnes sont effectivement réalisées au cours du mandat du gouvernement. Un indicateur clair des changements intervenant dans la culture politique costaricienne, c'est que les femmes ont atteint une représentation de 33% dans le corps législatif. Ainsi, le monopole des partis politiques traditionnels et du patriarcat ont commencé à s'effriter.

---

<sup>1</sup> Ce chapitre a été préparé au CEP-Alforja, avec la collaboration des organisations suivantes : Fedeagua, Fecon et ANPE, avec quelques contributions de la Commission de défense des consommateurs du ministère de l'Economie.

<sup>2</sup> Programme des Nations Unies pour le Développement, *Estado de la Nacion en Desarrollo Humano Sostenible*. Rapport N° 7, San Jose, Costa Rica, 2001, p.51.

## **Privatisation à la costaricienne**

Dans le contexte de crise économique, de perte rapide des mécanismes de mobilité sociale et de dégradation économique, politique et culturelle, il s'est produit une rupture réelle et symbolique du « monopole » étatique en matière de fourniture de services dans divers domaines tels que l'électricité, les soins de santé et l'éducation. Ainsi, ceci ouvre la voie à un processus de privatisation progressif mais soutenu, qui a démarré dans les années 80 par la vente de quelques sociétés publiques engagées dans la production de sucre, de ciment, et d'engrais. Rapidement, d'autres formes de privatisation ont été lancées dans le cadre des Programmes d'ajustement structurel, affectant essentiellement des secteurs tels que la santé.

Au Costa Rica, la privatisation des services publics s'est enracinée par de manière progressive et peu orthodoxe. Depuis le démarrage du processus de réforme, les secteurs dominants ont senti qu'une application orthodoxe des mesures néolibérales serait contre-productive pour la stabilité du pays. En outre, lorsque les réformes ont été lancées dans les années 80, l'Amérique centrale traversait une période de conflits politiques et militaires, une raison suffisante pour éviter l'instabilité interne. Enfin, la population est devenue de plus en plus consciente que les acquis des luttes populaires des années 30 qui ont été par la suite renforcés après la guerre civile de 1948, appartiennent au peuple et par conséquent, doivent être défendus.

Certains des travaux préalablement effectués par l'Etat et qui présentent de l'attrait pour les capitaux privés ont été privatisés : par exemple, la concession des travaux publics, un mécanisme aux termes duquel les sociétés privées peuvent construire des infrastructures publiques – telles que des autoroutes – et les gérer pour une période donnée. La privatisation des dispensaires publics devant être gérés par des coopératives privées est un autre exemple. En plus de ces services, les soins de santé et l'éducation ont été également des cibles claires de la privatisation, étant donné que la gestion par l'Etat de ces domaines s'est détériorée, en termes de qualité comme de couverture.

Les tentatives visant à la privatisation d'institutions publiques ou de secteurs tout entiers se sont heurtées à une forte opposition des populations, rendant la gestion du pays impossible. En mai 2000, la population s'est mobilisée contre la tentative de l'administration Rodriguez de privatiser les services de l'énergie et des télécommunications. Pendant 15 jours, le pays a connu des blocages des routes, des affrontements avec la police, des mouvements dans les universités et des manifestations à grande échelle, pour protester contre l'Assemblée législative et le président de la République.

## **Ouvrir la voie à « deux Costa Rica » ?**

Les services d'enseignement et de soins de santé publique deviennent peu à peu des mécanismes d'exclusion sociale, restant la seule option pour les personnes ayant de faibles ressources économiques. Pendant ce temps, une poignée de Costariciens éduquent leurs enfants dans des écoles, collèges et universités privés et bénéficient de soins professionnels privés pour leur santé préventive et curative. Dans ce type de privatisation, il ne fait aucun doute que l'offre publique et l'offre privée de soins de santé et d'éducation coexistent, mais se concurrencent de façon inégale.

TABLEAU 1

Revenu de la prise en charge par les EBAIS* – Sociétés privées (2002)				
SOCIETE	ZONES SANITAIRES	USAGERS	N° EBAIS	REVENU (millions de dollars US)
COOPESALUD	Pavas, San Miguel y San Rafael de Desamparados	150.000	27	5.722
COOPESANA	Santa Ana, San Francisco de Dos Rios, San Antonio de Desamparados	73.000	17	2.784
ASEMECO	Escazú, La Carpio y León XIII	98.000	15	3.738
Total		321.000	59	12.244

**Source :** « Cooperativas y Clinica Biblica en duelo por EBAIS », in La Republica, 13 septembre 2002  
\* EBAIS = Equipos de base pour les soins de santé générale

TABLEAU 2

Etablissements et services d'enseignement réguliers par unité fonctionnelle, nombre initial d'inscrits dans l'enseignement public et privé (2002)						
NIVEAU, BRANCHE	PUBLIC	EFFECTIF	PRIVE	EFFECTIF	PRIVE SUBVENTIONNE	TOTAL
Préscolaire	1.946	82.366	326	14.590	17	2.289
1 <sup>er</sup> & 2 <sup>ème</sup> cycles	3.628	498.086	258	32.054	18	3.904
3 <sup>ème</sup> cycle et enseignement diversifié	398	248.861	162	23.337	20	580
Universitaire	320	196.732	160	23.184	17	497
Technique	76	51.158	2	153	3	81
Artistique	2	971	-	-	-	2
Total	6.777	846.844	754	70.148	66	7.597

**Source :** Préparé par les auteurs à partir de la page web du ministère de l'Education publique ([www.mep/cuadromatricularegular.html](http://www.mep/cuadromatricularegular.html))

La logique de la privatisation et de la quête profit s'est ancrée non seulement dans le domaine de la médecine privée, mais aussi au sein des institutions étatiques dans lesquelles des unités sanitaires – Equipes de base pour les soins de santé générale (EBAIS), dispensaires et hôpitaux – entrent dans le cadre de ce que l'on appelle les « engagements de gestion ». Ce mode d'opération met en exergue la capacité des unités de gestion de la santé à exécuter le budget qu'elles demandent, bien qu'aucun contrôle de qualité n'accompagne le processus.

L'éducation, un mécanisme et un cadre de mobilité sociale par excellence, a connu un essor des écoles universitaires et techniques privées, à tous les niveaux. La possibilité d'enseignement privé augmente fortement face à un enseignement public qui ne reçoit plus les 6% du PIB que lui accorde la Constitution. De surcroît, la couverture et la qualité de l'enseignement public se sont détériorées et les écoles publiques connaissent de sérieux problèmes d'abandons, en particulier au niveau du secondaire. L'enseignement privé, bien que parfois en baisse de qualité, est dans l'ensemble de meilleure qualité que l'enseignement public. Ainsi, l'éducation est

passée d'un mécanisme de mobilité sociale à un instrument de prestige et d'exclusion. Il existe deux Costa Rica, l'un privé, l'autre public.

### **L'eau : « occupez-vous de vos affaires »**

A l'instar de nombreux autres pays, le Costa Rica connaît déjà un commerce florissant de l'eau potable. Progressivement, les gens se familiarisent avec l'idée que l'approvisionnement en eau est une affaire privée. Le monopole étatique a été brisé de façon symbolique. Avec une législation déphasée et un gouvernement démantelé et dispersé, on trouve actuellement devant le Parlement une série de projets de lois qui, d'une certaine manière, encouragent la privatisation en permettant aux sociétés privées d'avoir accès aux concessions d'eau.

Actuellement, la communauté Lorena de Santa Cruz dans la Province de Guanacaste fait l'objet d'une demande formulée par une société privée pour l'exploitation d'une des nappes aquifères les plus riches de la région. Les principales zones humides<sup>3</sup> de la région sont également situées dans cette communauté. Si cette exploitation devait avoir lieu, cela pourrait avoir des conséquences terribles : le pompage prévu pourrait considérablement réduire le volume d'eau des puits des communautés et affecter l'approvisionnement ; en outre, les zones humides pourraient s'assécher et les principales rivières pourraient voir leur débit décroître de manière substantielle. Cette situation aurait de graves effets adverses sur la biodiversité aquatique, affectant les oiseaux migrateurs qui nichent et se nourrissent dans la zone humide.

L'institut costaricien des aqueducs et de l'assainissement a annoncé qu'il y aura une crise dans l'approvisionnement en eau potable d'ici 2015. Avec l'aménagement chaotique du territoire et le développement effréné de l'activité touristique, à grande échelle à travers le pays, un débat national est nécessaire, de toute urgence, sur la disponibilité, l'utilisation actuelle et la demande actuelle et future d'eau souterraine et de surface. Déjà, plusieurs communautés côtières ont dû mener des combats contre les sociétés touristiques transnationales. La gestion privée de cette ressource à des fins touristiques a mis en danger l'accès actuel et futur de communautés entières à l'eau potable. La biodiversité dans les zones humides est, en outre, sérieusement menacée par l'utilisation non réglementée de l'eau souterraine.

### **La corde se casse toujours en son point le plus faible : les femmes et les pauvres**

Dans ce scénario, les familles démunies – 21 sur 100 – doivent s'accommoder de services d'éducation et de soins de santé publique dans les conditions d'accès et de qualité décrites dans les paragraphes précédents.

La privatisation des soins de santé et de l'éducation affecte directement les ménages pauvres ayant une femme à leur tête qui sont en hausse, plus que les ménages pauvres ayant un homme à leur tête ; et plus singulièrement, les ménages pauvres ayant de jeunes femmes à leur tête. En outre, au Costa Rica comme dans la plupart des pays, les femmes disposent de moins de ressources que les hommes.

---

<sup>3</sup> Les zones humides sont des écosystèmes dépendant de systèmes hydrauliques naturels ou artificiels, permanents ou temporaires, stagnants ou courants ; il peut s'agir d'eau douce ou d'eau salée, ou d'une combinaison des deux (saumâtre). Les zones humides incluent la côte et une partie de la mer, jusqu'à une profondeur de six mètres à marée basse.

Ainsi, comme il fallait s'y attendre, ce sont les femmes qui doivent se contenter de services de santé et d'éducation publics de mauvaise qualité, pour elles-mêmes et leurs enfants, parce qu'elles n'ont pas les ressources nécessaires pour payer des services privés d'éducation et de soins.

De surcroît, la participation des femmes à la main-d'œuvre est de plus en plus forte dans le secteur informel de l'économie. Elles sont peu dans ce secteur de l'économie à pouvoir obtenir une assurance, et donc accéder aux services de santé publique.

Le gouvernement présente au Système des Nations Unies les deuxième et troisième rapports sur le respect de la Convention pour l'élimination de toutes formes de discrimination à l'encontre des femmes (CEDAW). Bien que le pays affiche une évolution remarquable dans ce domaine, le rapport fait également ressortir des tendances négatives et d'importants obstacles structurels à l'éradication de la violence contre les femmes. L'une des principales tendances a trait à l'inégalité dans la participation économique et l'accès des femmes aux ressources productives. La privatisation de l'éducation, des soins de santé et de l'eau comptent parmi les facteurs favorisant la tendance à exclure les femmes et les pauvres des avantages du développement.

**Centro de Estudios y Publicaciones Alforja**  
<cep\_genero@amnet.co.cr>